



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
Halifax
Nova Scotia
B3J 1T3
Bid Fax: (902) 496-5016

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
Halifax
Nova Scot
B3J 1T3

Title - Sujet Holiday Island Rescue Boat	
Solicitation No. - N° de l'invitation T2012-200020/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client T2012-20-0020	Date 2020-08-05
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-SHAL-202-11027	
File No. - N° de dossier HAL-0-85061 (202)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-08-11	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Young, Chris	Buyer Id - Id de l'acheteur hal202
Telephone No. - N° de téléphone (902) 476-8829 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification à l'invitation 002 est émise pour distribuer les réponses aux questions soumises à l'autorité contractante, modifier la spécification technique, modifier les critères techniques obligatoires, modifier les critères de mérite technique et modifier le document de demande de proposition.

Questions et réponses :

Q1. L'annexe sur l'avis d'orientation pour la certification CE Med n'est pas présente dans le document d'appel d'offres. Pouvez-vous la fournir?

R1: Voir ci-joint.

Q2. TO2 déclare que l'OEM devrait publier une déclaration indiquant que les certificats d'équipement seraient délivrés à la livraison, mais TO12 demande également une documentation à LR indiquant qu'il fournira une évaluation de la conception. Au lieu de la lettre de LR, le FEO peut-il émettre un engagement déclarant qu'il obtiendra les approbations de LR nécessaires avec la livraison de l'équipement?

R2: TO2 est pour les bateaux de sauvetage tandis que TO12 est pour les bossoirs. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, il sera acceptable que le soumissionnaire fournisse seulement une déclaration selon laquelle des certificats d'équipement valides seront disponibles au moment de la livraison de l'équipement en question ou avant.

Q3. Lettres de référence: La soumission nécessite des lettres de référence et d'expérience au Canada. Pouvons-nous soumettre les mêmes lettres que celles soumises lors de la soumission précédente? Est-il nécessaire d'obtenir de nouvelles lettres de nos clients existants pour la même chose?

R3: Les lettres de référence qui ont été soumises précédemment peuvent être soumises de nouveau à condition que l'équipement en question ait été fourni au cours des 10 dernières années.

Q4. MT-10 stipule que les bateaux doivent avoir des citernes mobiles. Est-il obligatoire pour le bateau d'avoir uniquement des citernes mobiles?

R4: MT-10 n'indique PAS que le bateau de sauvetage doit avoir des citernes mobiles. Au lieu de cela, il attribue le maximum de points de mérite technique possibles aux bateaux de sauvetage qui sont ainsi équipés. Se reporter également à la section 8.1 de l'annexe 1 qui traite des options pour la coque et les citernes mobiles et qui indique en outre que les citernes mobiles sont une préférence et non une exigence absolue.

Q5. Le TO 17 indique que les crochets de libération en charge doivent être utilisés, mais la section 8.2 indique les crochets de libération de type ON / Off charge. Veuillez nous indiquer lequel est préféré?

R5: La section 8.2 est correcte avec l'exigence de crochets de dégagement de type «On-Off Load». Modifier le libellé de la TO-17 a) pour supprimer la référence à «en charge» et lire à la place comme suit: «Fourniture de nouvel équipement, y compris les crochets de libération, avant la date de livraison requise»

Q6. La section 8.2 mentionne une température de fonctionnement du bateau de -10 degrés, mais MT5 énonce une exigence de -30 degrés. Pouvez-vous confirmer l'exigence?

A6: MT-5 n'indique PAS une exigence de -30 degrés. Il n'attribue pas des points supplémentaires que pour les équipements qui ont une plage de températures de fonctionnement allant jusqu'à -30 ° C.

Q7. La plupart des bateaux de 5,5 m à 6,5 m seront des Embarcation de sauvetage rapide. Nous espérons que le gouvernement reconsidérera les exigences de longueur pour les raisons suivantes: il augmentera le nombre de soumissions reçues; réduire le coût pour le gouvernement - un bateau plus petit signifie également un bossoir plus petit, et il y a des bateaux plus petits qui sont approuvés et peuvent répondre aux exigences de remorquage et autres exigences de la DP. Le Canada reviendra-t-il sur sa position sur la longueur?

R7: Oui, le Canada acceptera une variance de 4,0 à 6,5 mètres de longueur réelle, avec une préférence pour une variance de 5,5 à 6,0 mètres. La préférence est traitée dans les modifications des critères de mérite techniques ci-dessous.

Modifications des spécifications techniques

Annexe «1», paragraphe 8.1:

SUPPRIMER: Le canot doit être d'une longueur nominale de six (6) mètres.

INSERER: Le canot doit être d'une longueur nominale de 4.5 et 6.0 mètres.

Modifications obligatoires des critères techniques

L'annexe «E» MT17 a) est **SUPPRIMÉE** dans son intégralité et **REPLACÉE** par ce qui suit:

- a) Fourniture de nouvel équipement, y compris les crochets de libération, avant la date de livraison requise

Modifications des critères de mérite technique

Annexe «E», **INSÉRER** ce qui suit:

TM10A - Longueur nominale

Description des critères	Score	Indicateurs
Le bateau a une longueur nominale comprise entre 4,5 et 6,0 mètres		Fiche technique ou dessin coté pour bateau de sauvetage
Total (20 points)		
(0 point) Le bateau a une longueur réelle de moins de 5,0 mètres et de plus de 6,0 mètres		
(10 points) Le bateau a une longueur réelle supérieure à 5,0 mètres et jusqu'à 5,5 mètres		

(20 points) Le bateau a une longueur réelle supérieure à 5,5 mètres et jusqu'à 6,0 mètres		
-------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Modifications de la sollicitation

Article 4.2.1, paragraphe 1 (c):

SUPPRIMER: obtenir le nombre minimal de 46 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 90 points.

INSERER: obtenir le nombre minimal de 56 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 110 points.

Tous les autres termes et conditions restent les mêmes.



Type Approval Certification to the Marine Equipment Directive (MED) on Canadian Vessels

This notice serves to clarify Transport Canada's (TC) direction in relation to life saving appliances and fire safety systems, equipment and products certified to the European Union (EU) Marine Equipment Directive (MED) when used onboard Canadian vessels.

As prescribed by regulations, marine equipment must be approved by the Minister of Transport. This allows TC to have complete oversight of the equipment's compliance with the applicable requirements. When equipment is approved by a foreign administration or one of its delegated entities such as a Notified Body under the MED, TC does not have authority over the manufacturing, testing, approval and follow-up processes as it would when approved by the Minister.

TC therefore emphasizes that compliance to the requirement is key, and every time a new build project begins or when equipment onboard a vessel has to be replaced, equipment meeting the Canadian Regulations and the approval procedures as seen in [TP14612 Procedures for Approval of Life Saving Equipment and Fire Safety Systems, Equipment and Products](#) shall be installed.

Special circumstances may occur where above conditions are impossible to meet. In this case, it is advised to contact Transport Canada through the Canadian Recognized Organization, if applicable, as early as possible in order to consider possible solutions or alternatives.

If marine equipment certified under the MED is proposed to be used onboard Canadian vessels, an MTRB decision will be required. The application must be accompanied by a *Statement of Compliance* produced by the vessel's RO confirming that the equipment meets all applicable Canadian technical requirements and is approved by an EU Notified Body that is also a Canadian RO. The *Statement of Compliance* must be accompanied by a letter from the equipment manufacturer stating that the manufacturer agrees to make available all approval-related documentation upon request by Transport Canada.

Inquiries regarding Type approval procedures can be sent to: TC.MarineTA-ATMaritime.TC@tc.gc.ca.



Approbation de type et la Directive de l'équipement marin (MED) sur les navires canadiens

Cet avis a pour but de clarifier la position de Transports Canada (TC) en ce qui concerne les engins de sauvetage et les systèmes, les équipements et les produits de protection contre l'incendie utilisés sur les navires canadiens et certifiés sous la Directive de l'équipement marin (MED) de l'Union Européenne (UE) ou tout autre administration étrangère.

Conformément aux règlements, les équipements marins doivent être approuvés par le Ministre des Transports. Cela permet à TC d'avoir une surveillance complète de la conformité de l'équipement en ce qui concerne les exigences requises. Lorsque l'équipement est approuvé par une administration étrangère ou une de ses entités déléguées telle qu'un organisme notifié en vertu de la MED, TC n'a pas d'autorité sur la fabrication, les tests, l'approbation et le processus de suivi de ces équipements, contrairement à lorsque l'approbation est faite au nom du ministre.

Par conséquent, TC insiste sur la nécessité de se conformer aux exigences, et à chaque fois qu'un nouveau projet de construction débute ou lorsqu'un équipement à bord d'un navire existant doit être remplacé, un équipement conforme à la réglementation canadienne et aux procédures d'approbation décrites dans la publication [TP14612 Procédures d'homologation des engins de sauvetage et des systèmes, des équipements et des produits de protection contre l'incendie](#), doit être installé.

Des circonstances spéciales peuvent se produire dans lesquelles les conditions ci-haut sont impossibles à rencontrer. Si tel est le cas, il est avisé de contacter Transport Canada de par l'organisme reconnu canadien, selon le cas, aussitôt que possible dans le but de considérer les solutions ou alternatives possibles.

Si de l'équipement marin certifié en vertu de la MED est utilisé à bord de navires canadiens, une décision du BETMM sera nécessaire. La demande doit être accompagnée d'une *Déclaration de Conformité* produite par l'OR du navire confirmant que l'équipement est conforme à toutes les exigences techniques canadiennes applicables et approuvé par un organisme notifié de l'UE qui est également un OR canadien. La *Déclaration de Conformité* doit être accompagnée d'une lettre du fabricant indiquant que celui-ci s'engage, à la demande de Transports Canada, à transmettre toute documentation relative à l'approbation de l'équipement.

Toutes questions liées aux procédures d'approbation de type peuvent être envoyées à : TC.MarineTA-ATMaritime.TC@tc.gc.ca.